

Exercice n°4

Favoriser l'investissement étranger semble nécessaire mais pas à n'importe quelle condition. Les **politiques** du « laisser-faire » mises en œuvre dans un certain nombre de pays pour attirer les grands groupes paraissent avoir été plus destructrices que profitables. De même, les stratégies fondées sur un bas coût de main d'œuvre trouvent rapidement leurs limites. « Le travail bon marché reste une source d'avantages compétitifs dans les pays mais son importance diminue. De plus, il ne fournit pas un soutien pour une croissance durable », écrit la CNUCED qui souligne désormais l'importance prise par la formation, la qualité de la main d'œuvre, des services et des infrastructures, les réseaux de fournisseurs et de distribution. Les efforts consentis par les Etats seront-ils payés de retour ?

« Dans un contexte de libéralisation et de mondialisation, il reste très peu de marge de manœuvre aux pays pour influencer la conduite des groupes étrangers et nationaux », reconnaît le secrétaire général de la CNUCED. Libérées de toute entrave administrative, se sachant incontournables, les firmes transnationales ne sont plus soumises qu'à leur bon vouloir pour prendre en compte les intérêts des pays où elles sont implantées. Accepteront-elles d'assurer « cette citoyenneté d'entreprise dans un monde globalisé » selon la formule de la CNUCED ?

Source : Le Monde du 29 septembre 1999.

Travail à faire

1	Illustrez l'expression soulignée.
2	Précisez pourquoi les pays industrialisés attirent plus d'investisseurs étrangers.
3	Dégagez les avantages et les inconvénients des investissements étrangers pour un pays industrialisé.